



MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET TRANSPORTS

DIRECTION GENERALE DES COMMUNICATIONS

WORLD FORUM ITU TELECOM

12-18 Octobre 2003 Genève, SUISSE

RAPPORT NATIONAL CAP VERT

*TIC pour le développement: Internet pour tous:
Accès Public à l'Internet*

Par: *David Gomes, DGC*

Praia, août 2003

SOMMAIRE

INTRODUCTION

I - PROFILE DU PAYS

II - SECTEUR DES TELECOMMUNICATIONS

III – ÉTAT DES TICs AU CAP-VERT

IV- LA STRATÉGIE NATIONAL

V- CONCLUSION

INTRODUCTION

S'il s'agit d'un enjeu commun à tous les pays, dans la nécessité de renforcer la dynamique de développement des TICs, l'insertion dans la société de l'information et du savoir doit passer par la généralisation de l'usage des TICs et la banalisation de leurs outils dans le regard public, l'économie et la société, administration et collectivités locales, entreprise et commerce, éducation et formation, recherche, système scientifique et technologique, culture, santé et secteur sociaux, loisirs, etc.

Le Cap Vert, en tant que pays à forte insularité et discontinuité territoriale et désireux de l'intégration de la diaspora à son développement doit entreprendre des mesures pour adopter les TICs comme des priorités nationales.

C'est une nécessité incontournable pour bâtir les bases de la société de l'information et du savoir au Cap-Vert, et pour garantir les fondements de l'efficacité et de la compétitivité globale de notre pays dans cette nouvelle ère, qui permet de construire «la route unique virtuel», pour faciliter les communications entre les îles.

Dans cette perspective les Grandes Options du Plan du Gouvernement (2002-2005) soulignent l'importance du développement des technologies, notamment les technologies de l'information et la communication, comme une condition indispensable pour atteindre le développement économique durable. Ainsi, pour le Gouvernement, il est important et urgent de définir une politique active et dynamique de formation dans les domaines des TICs, incluant des mesures pour diminuer le coût d'accès, ceci étant une condition sine qua non pour convertir les TICs en facteur de développement vers une Société d'Information pour tous. La généralisation de l'informatique dans tout le tissu économique et social doit être un réel défi.

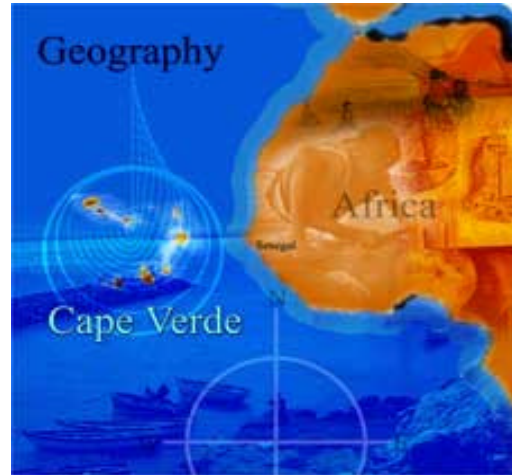
I- PROFIL DU PAYS

La République du Cap Vert est un archipel de 4.033 km² et avec une Zone Economique Exclusive (ZEE) qui s'étend à plus de 730 km².

Il est situé à peu près à 450 Km à l'Ouest du Sénégal, entre 17° 12' et 14° 48' de latitude Nord et 22° 44' 25° 22' de longitude Ouest.

Il est composé de dix îles d'origine volcanique et avec une identité géophysique diversifiée allant de montagnes extrêmement accidentées à des vallées profondes et ramifiées.

Les îles sont distribuées dans deux groupes: celles Contre le vent (Barlavento) au Nord comprenant les îles de Santo Antão (754 km²), S. Vicente (228 km²), dont la capitale est la ville de Mindelo, S. Nicolau (342 km²), Boavista (622 km²), Sal (215 km²) et Santa Luzia qui n'est pas habitée et celles Sur le vent (Sotavento) au sud, comprenant les îles de Maio (267 km²), Santiago (992 km²) où se trouve la ville de Praia, la capitale du Pays, Fogo (447 km²) et Brava (65 km²).



Selon un recensement national effectué en 2000, la population était alors de 434812 habitants. La population est jeune puisque 42% des Capverdiens ont moins de 14 ans et 6% seulement plus de 64, la moyenne d'âge étant à peine supérieur à 17 ans.

Et dispose d'une diaspora importante en Europe et aux Etats unis d'environ 700 mille Capverdiens

II - SECTEUR DES TELECOMMUNICATIONS

Le Cap-Vert a fait des gains enviables sur le marché des télécommunications depuis l'indépendance à ce jour, en 1995 les postes et télécommunications ont été divisées en 2 entreprises, Correios de Cabo Verde SARL et Cabo Verde Telecom SARL.

La Direction Générale des Communications est l'organe chargé de la régulation du secteur de télécommunications.

Cabo Verde Telecom est l'opérateur historique, avec un monopole de 25 ans, parme les premières privatisations d'Afrique, fournis des services comme téléphone fixe, le GSM et l'Internet.

Les services de valeurs ajoutées et les services de valeurs complémentaires (comme services Mobile et Internet) sont libéralisés. À cause de l'inexistence d'un cadre réglementaire plus efficace, de la taille du marché très réduite et d'un faible pouvoir d'achat, ces services sont fournis uniquement par l'opérateur historique.

Actuellement le Gouvernement est en phase de préparation de mettre en place une effective concurrence dans ces services. Des diverses mesures sont prises, comme:

- création et la mise en place de l'organe de réglementation efficace;
- nouveau Plan National de Numérotage;
- portabilité des numéros;
- lois d'interconnexion;
- rééquilibrage des tarifs;
- et autres.

RESEAU FIXE

Le réseau de téléphone du Cap Vert a une capacité de 71,9 mille lignes. Au mois de décembre de 2002 le nombre total de lignes connectées était de 70187, provoquant une densité téléphonique de 15,1 par cent habitants.

Commutation

Le centre international se trouve dans la ville de Praia et est une centrale de type Siemens EWSD. Il existe deux centres de Commutation primaires localisés à Praia et à Mindelo, qui sont aussi des centrales de type Siemens EWSD avec 43 réseaux locaux formés par des secteurs de référence (Direct Line Units) et des centrales digitales de type SPX (Equitel – Brésil).

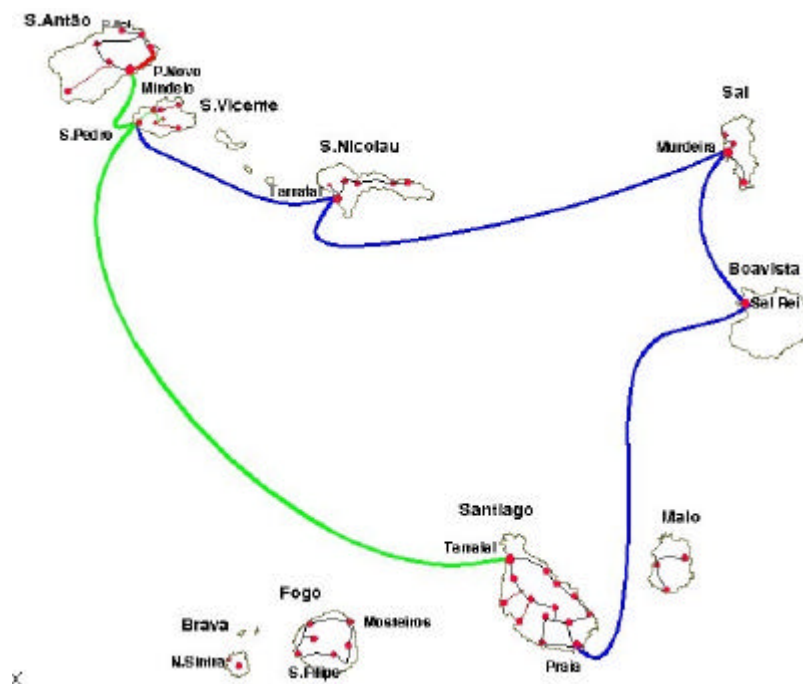
Transmission

Les liaisons internationales sont assurées à travers le réseau Intelsat, par une station Standard B localisée à Praia et par le câble sous-marin international de fibre optique Atlantis 2, qui lie le Cap Vert à l'Afrique, l'Amérique Latine et l'Europe. Les liaisons nationales sont réalisées par le câble sous-marin inter-îles de fibre optique, par plusieurs faisceaux digitales et par des liaisons terrestres utilisant des câbles de fibre optique et cuivre. La sécurité de la transmission nationale est garantie par deux stations type F3 liées au réseau Intelsat et localisées à Praia et Mindelo.

RESEAU MOBILE CELLULAIRE

La Cap Vert Telecom opère en réseau cellulaire GSM numérique. Le service est garanti par deux «Base Station»: la première est localisé à Praia et servi par 27 «Base Transceiving Stations» (BTS) avec 45 cellules, couvrant les îles du Sal, Boavista, Maio, Santiago, Fogo et Brava et la deuxième localisé à Mindelo, servi par 16 BTS composé par 16 cellules couvrant les îles du Santo Antão, São Vicente et São Nicolau. Dû à l'orographie du pays, il existe encore plusieurs zones sombres dans quelques îles. Le nombre d'abonnés de téléphones cellulaires portables est de 45101¹.

Le Réseau National en fibre optique



RESEAU D'INTERNET

Aperçus générale

L'Internet au Cap-Vert c'est développé d'une manière différente d'autres pays du monde. Dans la majorité des pays, l'Internet a commencé avec l'initiative de la communauté académique ou un projet d'appui au développement.

Au Cap-Vert, en 1996 la CVTelecom l'introduit pour la première fois avec un réseau expérimental d'une capacité de 64 kbps à travers du Telepac au Portugal. Ça commercialisation a commencé une année après, environ de 500 utilisateurs.

L'Institut Supérieur de Génie et Sciences de la Mer est l'administrateur du domaine **.cv**.

A partir de 2000 la CVTelecom a augmenté la largeur de bande jusqu'à 4 Mbps, avec une large extension aux autres îles;

¹ Donnée juillet 2003

Aujourd'hui la CVTelecom est le principal fournisseur du Service d'Internet, avec une liaison de largeur de bande 8 Mbps, il permet l'accès complet (full Internet access) à 4566 clients. Les services offerts englobent le «dial up PPP», accès de ligne, et «dial up». Il offre le service à travers un numéro, le seul qui permet l'accès au niveau national et avec tarif local.

SITA - Société Internationale des Télécommunications Aéronautique opère aussi en tant que fournisseur de service, ses services étant destinés à des clients spécifiques.

Il existe aussi un autre réseau d'accès à l'Internet, le réseau du Gouvernement (RAFE-Réforme Administrative du Secteur Financier de l'Etat)- un projet financé par la Banque Mondiale sur la réforme du secteur public. Ce projet a déjà connecté tous les Ministères, quelques écoles secondaires et Municipalités qui permet à 2500 utilisateurs d'accéder à l'Internet.

A la fin de 2002, on estimait à 15000 les utilisateurs de l'Internet au Cap-Vert un taux de pénétration bas par rapport au pays développés

Internet Hosts	1
Usagers de l'Internet (estimation)	15000
Usagers de l'Internet par 100 habitants	3.3
Tarifs	
De 0 a 15 heures	17 USD/mois
De 15 a 20 heures	21 USD/mois
De 20 a 30 heures	27 USD/mois

REMARQUES

La CVTelecom a soutenu la croissance initiale du secteur des télécommunications dans lequel elle fait de gros investissements correspondant en moyenne à 45% de ces recettes au cours des 5 dernières années. Le pays atteint la plus forte densité téléphonique de tous les PMA en 1996. Il dispose également d'une infrastructure de télécommunication moderne, y compris des centres locaux entièrement numérisés des liaisons nationales et internationales à fibre optique et un réseau cellulaire mobile GSM numérique.

L'accès universel aux télécommunications est très étendu. En 2000, la CVTelcom a fournie au moins un téléphone dans chacune des 241 communautés dans la populations dépassait 200 habitants. En outre, la couverture du réseau cellulaire mobile s'étend à 90% de la population.

C'est -à-dire la disponibilité d'un téléphone au sein des ménages a progressé régulièrement avec un pourcentage de 15 en 1992 à 60 en 2002, ce qui place le Cap-Vert à la troisième place en Afrique (après la Réunion et Maurice).

Taux de pénétration, données Juillet 2003

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	Jul/2003
Tel. Fixe	21513	25232	33241	39985	46865	55829	64132	70187	69971
GSM				1020	8068	19729	31507	42949	45101
Internet			474	1139	1654	2456*	2974*	3935*	4566*
Tel./100 habit (F+M)	5.9	6.8	8.8	10.8	12.8	17.4	21.9	24.4	24.5

* **Utilisateurs de C.V.T**

III – ÉTAT DES TICs AU CAP VERT

Pendant les 4 dernières années, malgré l'absence d'une politique et du plan précis dans le domaine des TICs, le Cap-Vert n'est pas resté indifférent à ce qui se passe dans le monde, ses avancées dans ce domaine sont considérables.

1 Administration Publique

RAFE – Reforme Administrative du Secteur Financier de l'Etat, un projet financé par le Banque Mondiale dont l'objectif était d'informatiser le système financier, est aujourd'hui concrètement un réseau informatique du gouvernement qui a déjà connecté tous les Ministères, quelques écoles secondaires et Municipalités.

Si bien avant, pour l'Administration Publique capverdienne, la circulation du papier constitue le support matériel de toute information administrative, ce qui a conduit à des problèmes de gestion rationnelle, aujourd'hui grâce à ce projet le problème est réduit.

RAFE est vite devenue un des principaux moteurs de la révolution des TICs dans l'Administration Publique. Les services et la formation qu'elle assure auprès des pouvoirs publics, comme, construction des sites web, élaboration et développement des divers logiciels pour la gestion en différents domaines, etc., l'ont amenée à accroître son organisme.

RAFE espère rendre l'administration plus transparente et plus «conviviale» grâce à son projet de cybergouvernement dont l'objet est de donner l'accès à l'internet à tous.

2 Education

Un autre projet, aussi financé par le Banque Mondiale, est le PROMEF – Project de Consolidation et Modernisation de l'Education et Formation dont l'objectif d'introduction et développement des TICs dans le système éducatif.

Ça réalisation plus importante en matière des TICs est le développement d'un Système de Gestion d'information supporté par différentes bases de données sur le secteur éducationnel comme: statistique basique de chacun des écoles, données pour évaluer et accompagner le travail des élèves, budget, ressource humaine, données des étudiants boursiers au pays et à l'étranger, information d'évolution de chacun élève, etc.

Dans le domaine de E-Formation, il existe un projet en cours de formation des étudiants universitaires en ligne (Internet), financée par l'UIT et CISCO.

3 Santé

Cependant, le secteur de la santé a démarré très récemment avec l'introduction des TICs dans l'amélioration de la qualité de ces services médicaux, pour l'utilisation des services, le gouvernement a opté premièrement l'informatisation de tous les infrastructures de ce secteur.

Concrètement au tele-santé il y a un projet en phase d'exécution qui permet lier deux hôpitaux centraux à l'autre en Lisbonne (Portugal), pour le changement des informations entre les médecins.

4 Media

En ce qui concerne les masses media comme, Radio, Télévision, et la Presse, il existe environ 12 radio, transmettent sur Web sites, la radio éducative assure la tele-education en générale, il y a 3 chaînes pour la Télévision une national et deux internationaux.

Actuellement existe 6 journaux, possèdent des web site, cela permet aux internautes national et la diaspora, qui est en masse importante de suivre l'actualité du pays.

Ces medias se présentent comme étant le meilleur moyen pour atteindre la population.

5-Secteur Bancaire et Commerce électronique

Grâce à la modernisation des infrastructures et à l'évolution des communications, principalement après l'introduction de la fibre optique et des centraux complètement numérisés, les banques ont eu la possibilité d'intégrer dans le système "on-line" des agences localisées dans le pays.

Parallèlement, avec l'évolution des TICs, le marché bancaire c'est penché sur la possibilité de mettre en œuvre l'usage des cartes de crédits et des transactions électroniques.

Pour relever ce défi, il a été créé la Société Interbancaire et des Systèmes de Paiement (SISP) avec la co-participation de la Banque Centrale, de l'entreprise des télécommunications et des banques commerciales.

Aujourd'hui le client peut procéder à des retraits d'argents, consulter les soldes, les extraits et les réquisitions de chèques, etc.

Le premier projet réalisé a été la création d'un réseau de cabines bancaires automatiques (distributeurs) où ce service fonctionne depuis décembre 1999.

Existe des postes de paiement automatiques distribués par diverses entreprises et services publics pour permettre le paiement d'achats, de dépenses effectuées, reçus, impôts, etc.

Avec la collaboration de l'UIT, récemment a été approuvée une ensemble des lois sur le Commerce-électronique, la signature électronique, les transitions électroniques, les contrats électroniques, etc..

5-Société et généralisation des TICs

Néanmoins le Cap Vert est doté aujourd'hui des infrastructures des télécommunications modernes, l'accès généralisé aux TICs reste comme un enjeu pour tous par conséquence de coûts élevés des ordinateurs et des tarifs d'accès

Pour rendre les TICs à la disposition de tous les Telecentres/Cyberespace et Telecentre Communautaire jouent un rôle vital dans la mobilisation des ressources et la fourniture au grand public d'un large accès au TICs, de plus aussi ils peuvent permettre l'accès a la formation au développement et renforcement des capacités.

Une enquête sur les points d'accès (télécentres/Cyberespace) à été menée à l'échelle national recensée dans les environs de 80 télécentres, à montrée des résultats importantes comme:

- une croissance très rapide des points d'accès au niveau du pays;
- une fréquentation massive de la jeunesse à (82%);
- un genre presque équilibre;
- un niveau de connaissance raisonnable;
- des cybers bien équipés;
- les tarifs mensuels à payer l'opérateur (ISP) sont très élevés et par conséquence les tarifs d'accès sont aussi élevés.

Entre temps il existe un centre communautaire, un projet pilot financé par l'UIT, Cabo Verde Telecom, OMCV (organisation des femmes capverdiennes) et Gouvernement du Cap-Vert, dans le but de stimuler surtout les femmes et les jeunes à l'accès aux TICs.

Ce centre est géré par les femmes, il est prévu dans la 2-eme étape, sera introduit la formation, le e-com, tele-education, telemedicine.

Dans le cadre de la généralisation et l'insertion des TICs, le gouvernement a crée des «CAJ», des centres des jeunes, une initiative pour intègre la masse juvénile dans le développement social et culturel, formation, information, appui et orientation pour utilisation des TICs, qui sont mis a la disposition sans distinction pour tous. Ces centres sont équipé par des accès important aux TICs, implante dans tous les villages.

D'autre initiative importante aussi du gouvernement, d'avoir crée une **Commission Interministérielle** présidé par le Premier Ministre qui a comme but principal le développement de gouvernement électronique et de la société d'information, avec une coordination qui sert comme un centre opérationnelle, pour mettre en place ce plan du programme du gouvernement, jouent un rôle très important pour la généralisation des TICs.

Cette commission a des compétences suivantes:

- a) proposer de forme organise les stratégies de développement intègre pour les novations de la société d'information et le gouvernement électronique;
- b) promouvoir la nécessite d'articulation entres les initiatives pour les novations de la société d'information;
- c) Approuver la stratégie et le programme du gouvernement électronique;
- d) Approuver la responsabilité des différentes ministères et organisme public dans le cadre de programme de gouvernement électronique.

IV - LA STRATEGIE NATIONAL

Le Cap-Vert est parmi certains pays d'Afrique qui dispose d'un Plan National des Développement d'Infrastructures des Technologies d'Information et de la Communication.

Mais le Pays envisage d'élaborer un Plan National Stratégique pour les TICs, avec une vaste participation du gouvernement, du secteur privé et de la société civile permettrait définir des buts réalistes pour le Cap-Vert, au moyen et le long terme, de désigner les plans à mettre en œuvre pour atteindre les buts définis (tenant compte les besoins de formation de techniciens, les besoins d'investissements, le cadre réglementaire, etc.) et désigner des politiques pour favoriser la massification de l'utilisation des TICs dans ces différents secteurs.

Disposer d'un Plan d'action Stratégique pourrait aider à coordonner et rationaliser tous les efforts de façon à assurer les différentes initiatives dans le domaine des TICs en cours et une utilisation efficiente de fonds disponibles et faciliter l'apport de fonds pour sa mise en œuvre.

La Stratégie National doit être fondée sur le développement des usages des TICs et se décline en des actions et mesures à travers particulièrement des grands axes et objectives.

Objectifs Généraux:

- ? Soutenir les mécanismes de transfert et diffusion des TICs;
- ? Promouvoir le développement et continuer encourager la culture technologique visant l'implantation des TICs au Cap Vert;
- ? Promouvoir la modernisation du Cap Vert visant le développement de la Société d'Information;
- ? Soutenir la création d'Infrastructures du pays dans les domaines des TICs;
- ? Soutenir les initiatives des institutions, secteurs et acteurs (publics/privés) qui développent des projets d'innovation moyennant l'utilisation des TICs;
- ? Promouvoir le développement socio-économique et culturel du pays à travers l'utilisation des TICs dans la promotion de l'éducation, l'instruction et/ou formation, de la culture et de la lutte contre la pauvreté;
- ? Soutenir la croissance et le développement socio-économique du pays à travers l'utilisation des TICs;
- ? Promouvoir le développement démocratique en cours dans le pays, créant à travers la mise en œuvre des TICs, des mécanismes/espaces qui favorisent le dialogue, la concertation et la participation.

Objectifs Spécifiques

Le Plan d'action Stratégique doit considère comme objectifs spécifiques, les suivants:

- ? Soutenir le processus de dissémination et vulgarisation des TICs;

- ? Suivi de la stratégie globale de la modernisation du pays dans les chantiers fondamentaux comme cyber gouvernement, l'éducation, santé, commerce électronique, etc;
- ? Soutenir le processus de formation institutionnelle, éducationnelle et de l'instruction et scolaire;
- ? Apporter des contributions au développement du parc technologique national, régional et communautaire;
- ? Apporter des contributions au développement de programmes/projets de formation éducationnelle et d'instruction et scolaire dans les domaines de la formation générale/professionnelle, l'alphabétisation d'adultes, à travers la formation débutante/continue et/ou à distance;
- ? Contribuer au développement de programmes de télétravail visant la création de possibilités d'emplois pour certains groupes-cible, notamment, les handicapés, les femmes enceintes et/ou en congés prolongés de l'après accouchement;
- ? Contribuer à l'éducation et l'intégration en visant des solutions des problèmes socio-communautaires;
- ? Soutenir l'effort national dans la lutte contre la pauvreté et le chômage, à travers l'exploitation de nouveaux services des TICs par les privés ou des groupes communautaires/coopératives, régional et national;
- ? Contribuer pour le développement et la promotion de la langue et la culture capverdienne, à travers son utilisation dans les différents médias et supports de communication;
- ? Contribuer à l'intégration économique nationale, à travers de réseaux/systèmes de banques de données;
- ? Contribuer à l'intégration économique internationale et, particulièrement, régional, à travers de réseaux/systèmes de banques de données de production, échanges commerciaux, produits, commerce électronique, etc.;
- ? Contribuer au développement de la société d'information, à travers la création d'un système national d'information;
- ? Contribuer au développement de la société d'information, à travers l'intégration du Cap Vert dans les autres systèmes/réseaux existants au niveau régional et ibero-luso, brésiliens, castellannais notamment;
- ? Soutenir des programmes d'éducation et d'information pour l'environnement, l'éducation sanitaire et la santé communautaire;
- ? Soutenir des programmes de développement et la valorisation féminine, de la famille, de l'enfant, de la jeunesse et du troisième âge;
- ? Contribuer à des programmes qui peuvent promouvoir le développement des droits humains et de la culture démocratique et participative;
- ? Promouvoir des mécanismes de liaison qui peuvent faciliter l'échange et l'approfondissement des rapports entre les capverdiens résidents et les communautés émigrées (Diaspora);
- ? Soutenir le développement du tourisme virtuel, à travers l'Internet et moyennant l'offre des «sites» à l'effet, visant la disponibilité et marketing des services touristiques, de la part des opérateurs nationaux.

V – CONCLUSION

En conclusion est constaté que:

1. Cap Vert est doté aujourd'hui des infrastructures des télécommunications modernes, mais l'accès généralisé aux TICs reste comme un enjeu pour tous par conséquence de coûts élevés des ordinateurs et des tarifs d'accès;
2. Les numéros d'accès aux TICs sont bas cela à cause du coût élevé d'acquisition et d'usage, l'absence de la concurrence, de la taille du marché petite et faible pouvoir d'achat;
3. Il y a dans les différents secteurs de la société des diverses initiatives dans les domaines des TICs, mais elles sont développées d'une manière volontaire de chaque secteur, sans une vision coordonnée;
4. Pour cela il est nécessaire de disposer d'un Plan d'action Stratégique qui pourrait aider à coordonner et rationaliser tous les efforts de façon à assurer ces différentes initiatives dans le domaine des TICs en cours et une utilisation efficiente de fonds disponibles et faciliter l'apport de fonds pour sa mise en œuvre;
5. En fin les TICs devient une infrastructure vitale pour un pays insulaire comme le Cap-Vert pour construire des routes virtuelles pour faciliter la liaison entre les îles.

QUESTION

1. Comment résoudre le fossé entre le développement rapide des TICs et la croissance lente d'économie dans les PMA;
2. Quelle est la technologies qui nous espérons dans le court et moyen durée pour le développement d'industrie des terminales des TICs au coût accessible pour tous le monde;
3. Comment est-ce que les TICs peuvent réduire les disparités de toute sorte et particulièrement celles liées au genre;
4. Comment pour certains pays en développement, qui ont déjà des modernes infrastructures des télécommunications peuvent profiter plus d'accès aux TICs.